

Démocratie et Démocratisation: Leur Langue et Leur Expression au Zaïre

*Par Romain Kasoro Tumbwe**

Introduction

L'exposé que je présente à cette savante assemblée** est une synthèse de deux recherches lexicologiques et sociolinguistiques menées de 1991 à 1993 sur la démocratie et la démocratisation au Zaïre d'une part¹, et d'autre part, d'un projet de recherche - qui ne verra pas son aboutissement faute de financement - sur la créativité lexicale dans les langues zaïroises pendant la Transition, dans le cadre du colinguisme français-langues zaïroises.

Je me propose donc de vous entretenir, à l'occasion de ce colloque, de l'expression de démocratie, de la langue dans laquelle on parle de démocratie au Zaïre.

Au moment où le Zaïre se démocratise, où la politique est ouverte à la population et la parole donnée aux masses, il m'a semblé intéressant de voir dans quelle(s) langue(s) s'expriment les opinions et les aspirations populaires dans notre société. La question présente un grand intérêt étant donné que l'adhésion des masses dépend à la fois des idées et du mode de communication. La parole, pour être efficace, doit être produite dans une langue commune au locuteur et à l'allocutaire. Or notre Pays présente la caractéristique de posséder 212 parlars, auxquels se superposent 4 langues interethniques, véhiculaires, d'origine bantoue, devenues officielles depuis la Conférence Nationale Souveraine (CNS), en plus du français, importé par le colonisateur belge. Toutes ces langues remplissent des fonctions propres au sein de la communauté. Le français remplit les fonctions supérieures de la langue littéraire et scientifique, de langue administrative, judiciaire, et du discours officiel; elle est aussi la langue utilisée dans l'enseignement, par la presse et la classe intellectuelle. Les langues nationales quant à elles servent dans la communication ordinaire, l'enseignement fondamental (depuis 1974), l'évangélisation, la chanson populaire (musique zaïroise dite moderne), les

"rassemblements populaires" ou "meetings" politiques, les émissions radio-télévisées destinées aux masses, etc.

1. La Langue de La Démocratie et la Démocratisation

Dans ce contexte, il est possible de rencontrer des situations d'allocation pouvant se décrire de la façon suivante:

Un homme politique s'adressant à des masses parlant la même langue que lui peut parler ou écrire en français, mais il préférera s'adresser à eux dans la langue véhiculaire. Toutefois, il n'est pas certain qu'il soit en mesure de leur écrire dans cette langue véhiculaire.

S'il s'adresse à des masses alloglottes, le locuteur parlera et écrira en français, quitte à se faire traduire. S'il est bilingue ou trilingue, il peut parler la langue de ses auditeurs, mais il ne l'écrira pas (à moins qu'il ait appris à l'écrire).

Les intellectuels (prêtres, évêques, journalistes, enseignants, etc...), s'ils peuvent s'adresser aux masses en français, ont tendance, pour des raisons pédagogiques, à parler et même à écrire dans les langues véhiculaires.

Quant aux masses, elles emploient plus sûrement la langue véhiculaire, mais il arrive que, du fait de la scolarisation en français au niveau primaire, elles s'adressent officiellement à l'homme politique en français.

1.1 Les Langues Zaïroises Dans le Processus de Démocratisation

Des études antérieures dans le domaine du discours politique (voir note 1, entre autres) ont montré que, lors du processus de démocratisation, les langues nationales n'ont pas encore effectué la remontée à laquelle on se serait attendu eu égard à ce mouvement socio-politique. En effet, de même qu'à l'accession à son indépendance et pendant la II^e République, dans les moments forts de la doctrine de l'authenticité, le français reste la langue à la fois du pouvoir et de la politique; c'est en français que, de manière apparemment paradoxale, se diffusent les idées libératrices parmi les masses comme parmi les intellectuels.

Les journaux qui, depuis longtemps, portent des titres en langues nationales, poursuivent leur publication en français et les nouveaux ont des titres et des articles en français. Seuls quelques journaux ou périodiques sont rédigés en langues nationales (NSEMO, KONGO DIA GUNGA, et NSIKUMUSU en kikongo, TEKEMENAYI en ciluba, NENO LA MUNGU en swahili, etc.).

Aucun des partis politiques n'est dénommé en langue nationale; lors des débats les langues nationales ne sont utilisées que pendant les heures de pause, lorsque les journalistes en langues véhiculaires interviewent les "conférenciers" à l'attention des masses, ou que le Président Mobutu et le Premier Ministre Nguz a Karl Ibond prennent la parole, le premier en français et en lingala, le second en français, lingala et swahili. Des débats et des séances d'explication sur la démocratie, l'unitarisme et le fédéralisme, ainsi que des enquêtes à caractère politique, en lingala, sont

organisées à la radio et à la télévision mais pas de débats en langues nationales à la CNS². Dans la presse écrite en français, on ne laisse guère parler les gens du peuple, et les discours en langues véhiculaires qui leur sont adressés lors des "meetings", "rassemblements populaires", ou "sorties des partis" sont simplement, résumés et sommairement commentés ou traduits en français. D'ailleurs, même dans la presse écrite en langues véhiculaires on ne fait guère parler le simple citoyen: ce sont les intellectuels qui y ont la parole, usant de mots français dans un texte en langue africaine tout en essayant de trouver des mots indigènes ou de traduire les concepts politiques modernes ou nouveaux par des créations ou des calques. Du reste, ces journaux atteignent-ils réellement les masses auxquelles ils sont destinés quand on sait que celles-ci ont été scolarisées en français et que des travaux de codification, de normalisation (ou standardisation) et de promotion linguistique n'ont pas suivi la réhabilitation des parlers zairois décidée en 1974?

1.2 Le Français, Langue De la Politique

Pendant la I^è et II^è Républiques, le français est la langue de la politique au Zaïre pendant la période de transition ou processus de démocratisation. Les manques que nous avons dénoncés puis mis en évidence dans le paragraphe précédent sont palliés par le français qui se trouve confronté à de sérieux rivaux, à la suite de l'Acte passé par la CNS qui a élevé le ciluba, kikongo, swahili et lingala au rang de langues officielles. Si bien que les fonctions même que devraient remplir les langues véhiculaires dans le processus de démocratisation le sont par le français. Cette prépondérance du français peut être visualisée dans un tableau de situations d'allocation donnant lieu à des hypothèses telles que celles faites ci-dessus (sous 1, p.2-3):

LOCUTEUR	DESTINATAIRE	LANGUES			
		FRANCAIS		VEHICULAIRES	
		ORAL	ECRIT	ORAL	ECRIT
HOMME POLITIQUE	MASSES				
	-même langue	+	+	+	?
	que l'homme politique	+	+	?	-
INTELLECTUELS	MASSES				
	-même langue	+	+	?	-
	-allogloïtes	-	-/+	+	?
MASSES	HOMME POLIT.				
	-même langue	+/+	+/+	?	-
	-allogloïtes	-	-		

2. La Créativité Lexicale

Prépondérance du français dans les pratiques interactives du domaine du discours politique, prépondérance également dans le domaine lexical.

Après avoir fait les hypothèses suivantes:

1. soit chaque langue en présence développe son vocabulaire selon ses principes morphosyntaxiques propres;
2. soit il se produit des interférences (emprunts, métissages, calques), la démocratie et tout ce qui lui est linguistiquement et idéologiquement associé étant nouveau ou réapparaissant au Zaïre après 30 ans de dictature;
3. soit encore un mot de la langue dominante s'introduit dans une langue indigène pour en revenir transformé et se réintégrer dans le français local;
4. il est aussi possible enfin, qu'un mot indigène s'introduise tel quel dans le français local ou sous forme de calque, tout comme les langues zaïroises peuvent créer des équivalents des mots que leur offre le français, etc.

Après avoir donc fait ces hypothèses, nous avons à partir de la presse écrite ou parlée, de conversations courantes en français ou en langues zaïroises, observé et enregistré des mots du vocabulaire politique employés par divers locuteurs afin d'y lire le mouvement général de ce dernier en français, d'une part, et la façon dont les langues nationales traduisent les mots de ce vocabulaire, de l'autre.

2.1 En Français

Le vocabulaire politique de la Transition reste fondamentalement celui du français, le Zaïre connaissant depuis des années les mots *liberté*, *peuple*, *parti*, *révolution*, *unité*, *libération*, *dictature*, *démocratie*, *fédéralisme*, etc. Mais certains de ceux-ci seront plus fréquents que d'autres car avec la disparition du Parti-Etat, la libéralisation du régime et le processus de démocratisation, des mots sont réactivés (*démocratie*, *dignité*, *dictature*, *fédéralisme*, *réconciliation*, etc.), disparaissent ("*citoyen*" remplacé par "*monsieur*" ou "*compatriote*"; "*commissaire d'Etat*" et "*commissaire du peuple*" remplacés par "*ministre et député*", "*militant*" par "*combattant*" ou "*compagnon*" (PNF)); "*révolution*" qui n'est plus en vogue (après 25 ans de révolution du MPR), réapparaissent ("*cartel*" qui a pour synonyme "*plate-forme*"; "*conclave*" qui fait écho au conclave de Lovanium de 1961; "*nationalisme*" opposé à "*régionalisme*", "*tribalisme*" et "*clanisme*"; "*politicaille*" et "*politicailleur*," etc.).

A cette série de lexèmes se sont ajoutés d'autres appartenant au fonds commun de la francophonie et récemment introduits à la faveur de la démocratisation. Le vocabulaire politique zaïrois accueille des mots ou des unités syntagmatiques venus des pays démocratiques ou en voie de démocratisation: "*bipartisme*", "*multipartisme*", "*cohabitation*", "*coterie*", "*mouchard*", "*mouvance*", "*radicalisme*", "*pluralisme politique*".

"multipartisme intégral", etc., sans oublier ceux qui sont venus du froid: "Perestroïka, "glasnost." Ces créations multiples témoignent de la vitalité du français au Zaïre.

2.1.1 Neologie de Forme

A partir de "per diem" (somme d'argent qu'on remet par jour aux personnes participant à une conférence, un séminaire, . . .) on a créé "perdiémiste" (= politicien corrompible, à la recherche d'argent), "perdiémisation" (= corruption), "perdiémiser" (= corrompre), "supra-perdiémique" (= très corrompu). "Mouvance" donne lieu par abrègement de "mouvance présidentielle", à "mouvancier" qui désigne ou qualifie quiconque est suspect de collusion avec M. Mobutu ou de corruption par celui-ci, ou dont l'enrichissement soudain est inexplicable. Sur "opérateur économique" on crée "opérateur politique" comme substitut "d'acteur politique", les transfuges politiques et autres tourne-veste, qui, d'ailleurs, sont appelés "vagabonds politiques" et sont accusés de "vagabondage politique", s'exposent à "l'auto-éjection" du sein de leur parti. La dévaluation constante de la monnaie zaïroise, qui fait dire plaisamment: "ça va au taux du jour" en réponse à la banale question protocolaire: "comment ça va?" se trouve à l'origine du mot "dollarisation" créé à la suite de la pratique consistant à fixer tous les prix en dollar.

2.1.2 Neologie Semantique

Ici c'est le lieu de parler de "vagabond ou vagabondage politique" et de "caméléon", et de ces locutions qui montrent à quel point la situation économique-politique ou socio-politique a un impact non seulement sur la vie matérielle, mais aussi sur le parler quotidien, je veux parler de l'expression "ça marche au rythme du pays". Il faut y ajouter des mots, non moins truculents, tels que "déballage", "virginité politique", "jeunes vierges", "vertébrés", "invertébrés", "forestiers", etc. "Transport" est le plus amusant parce qu'il est un euphémisme qui n'explique pas tout ce à quoi il réfère. En effet quand des hommes politiques ou de hauts responsables veulent faire des dons en argent qu'ils ne sauraient justifier, ils expliquent au bénéficiaire qu'il s'agit d'une aide pour le transport qui, il est vrai, est devenu difficile, mais surtout très cher compte tenu du fameux "taux du jour". Il s'agit en fait, le plus souvent, "d'arrosage".

Dans toutes ces créations, très peu d'emprunts sont fait aux langues indigènes. Il faudrait plutôt parler de l'influence de la culture et de l'imaginaire zaïrois dans l'usage lexical. C'est-à-dire que les mots du fond lexical zaïrois sont traduits en français. Ainsi dans les surnoms de

“Vipère” (“kiuta” en kikongo) que se donne M. Mungul Diaka, “d’Eléphant” donné à M. Banza Mukalay, dans la qualification de “caméléon” attribuée aux transfuges de l’opposition ou aux “vagabondages politiques”, etc. Afin d’exprimer son opinion sur le déballage qui allait avoir lieu à la CNS, lorsque M. Vundwawe parle “d’ouvrir le ventre du boa”, et que M. Tshimbo, Conseiller à la Présidence dénonce les hommes politiques de l’opposition qui sont “léopards le jour et moutons la nuit”, c’est-à-dire qui se proclament de l’opposition radicale pour se retrouver autour de M. Mobutu en secret, ils recourent à l’imaginaire ou à l’univers africain, opèrent un calque, mais s’expriment en français. Lorsque des mots africains sont utilisés dans un texte, ils sont encadrés de guillemets: “fwifwi” (= hibou en swahili populaire du Shaba) et “bilulu” (insectes, vermine, en swahili populaire), utilisés par M. Nguz pour surnommer respectivement M. Mobutu et ses propres adversaires politiques, étaient repris entre guillemets dans la presse zaïroise en français, ce qui signifiait qu’ils n’étaient pas intégrés dans la langue française du Zaïre alors qu’ils étaient couramment utilisés, à cette époque-là.

2.2 En Langues Zaïroises

En parlant de la créativité lexicale dans les langues zaïroises, il faudrait distinguer deux discours: celui des gens du peuple entre eux et celui dans lequel ils s’adressent aux hommes politiques, d’une part, et, de l’autre, celui des hommes politiques s’adressant aux masses. On observe ici l’existence d’un fond lexical en langues zaïroises et des créations que le contexte politique de la démocratisation impose.

2.2.1 Fonds en Langues Zaïroises

Les langues zaïroises possèdent un vocabulaire politique capable de servir l’expressivité et la communication dans le champ politique. Par exemple:

— en lingala: bulamatali (= gouvernement), bosembo (= justice), lingumba (= parti), lisanga (= assemblée, association, parti, parlement), mokonzi (= chef, président), etc.

— en swahili: bunge (= parlement), serkali (= gouvernement), siasa (= politique), uhuru (= liberté, indépendance), etc.

Mais nos langues n’ayant pas toutes bénéficié d’un travail de promotion, de standardisation et de normalisation, il n’est pas toujours

possible d'y trouver des équivalents aux nombreux termes du français, mieux nanti en termes adaptés à la modernité. Comment dès lors l'intellectuel peut-il parler de politique et de démocratie à l'homme du peuple? Comment dès lors le citoyen du commun peut-il s'exprimer? comment parle-t-il de politique?

2.2.1.1 Discours de L'Intellectuel aux Masses

Dans le discours de l'intellectuel aux masses on observe les tendances suivantes, pour pallier les manques de mots adéquats:

(1) EMPRUNT AU FRANÇAIS

Les intellectuels empruntent au français soit par nécessité, quand la langue ne possède pas d'équivalent pour un concept moderne, soit par commodité quand la traduction ou calque serait peu commode ou peu élégante.

-EMPRUNTS PAR NECESSITE

Les mots "politique", "fédéralisme", "indépendance", "démocratie" sont les plus empruntés pour raison de nécessité. On les emprunte tels quels ou en les adaptant à la phonétique et même à la morphologie de la langue emprunteuse.

Par exemple, en ciluba, "indépendance" est traduit (depuis 1960) par "dipanda", "fédéralisme" et "unitarisme" sont retranscrits tels quels et donnent naissance à "bena-unitarisme" (= les unitaristes) et à "bena-fédéralisme" (les fédéralistes), "politique" est traduit par "politika"³. En kikongo, le terme "politique" est traduit par "politiki" ou "politika" ou simplement repris tel quel. Le mot "fédéralisme" subit le même sort puisqu'il est repris dans sa forme française⁴.

-EMPRUNTS PAR MODE

Mais d'autres emprunts sont dus à la mode, au prestige du français, puisque les langues zaïroises disposent de mots pour traduire les concepts en cause, comme peuvent le montrer les faits. En effet, le 27 octobre 1993, à l'émission télévisée "Loba toyoka", un des invités, se rendant compte qu'il utilise chaque fois des mots français dans une émission destinée à un public populaire, se sent obligé de se reprendre en lingala:

"Makambo matali change" (= les problèmes relatifs au change) est directement suivi de "mbongo ya bapaya" (la monnaie étrangère);

“Bazones reculées, na intérieur, kuna na kati ya mboka”, signifie simplement : dans les zones reculées, à l’intérieur, là-bas à l’intérieur du pays.

Dans NSIKUMUSU, No 12, *op.cit.*, p. 13 et Kongo dia Ngunga, No 3, *op.cit.*, on trouve expliqués en kikongo les mots français “dictature” (luyalu lua kingolo), “gouvernement” (luyalu).

Non seulement on emprunte des mots au français mais encore on s’en sert pour expliquer les mots de langues indigènes, qu’ils soient d’origine autochtone, des créations ou des calques: dans le périodique en ciluba Tekemenayi, No. 80 (*op.cit.*, p. 5), le syntagme “Tshipangu tshikulu tshia ditunga” est traduit entre parenthèses par “Haut Conseil de la République” et par “Conférence Nationale Souveraine” dans le No. 77 du même périodique, où “CNS” explique pourtant “Mulubu wa Nsangilu wa Buena Ditunga”. Et dans Neno la Mungu, on peut lire: “uongozi wa nchi (politique)”, “siasa (politique)”, etc.

L’utilisation dans certains textes de mots indigènes pour expliquer les mots français révèle que ceux-ci sont connus et couramment employés au sein de la population et que le locuteur les considère comme des synonymes des mots indigènes, c’est-à-dire comme intégrés dans les langues zaïroises. Mais il faut expliquer ces emprunts à la portée de la population ne possédant pas de rudiments de français. La pratique inverse, par contre, révèle que le français permet la compréhension des mots politiques des langues zaïroises.

2.2.1.2 Le Discours des Masses

Le terme “masses” semble trop globalisant du moment que dans le cas du Zaïre il paraît plus indiqué de distinguer les masses urbaines des masses rurales, les premières étant plus influencées par la langue française que les dernières. N’ayant pu mener mes recherches que dans un milieu urbain, en l’occurrence Kinshasa, mes constatations n’auront qu’une portée limitée à cette ville.

A entendre l’homme de la masse parler politique dans une langue zaïroise (lingala), il apparaît que ce soit le français qui fournit nos langues en vocabulaire politique, même quand les intellectuels (journalistes, prêtres, politiques), s’adressant aux masses, s’efforcent d’employer des mots indigènes en les

expliquant au besoin au moyen de mots français, mieux compris que les termes indigènes. Le français semble tellement enraciné, intégré que non seulement l'homme commun emprunte des lexèmes du français, mais va jusqu'à produire un discours métissé où quelques morphèmes grammaticaux seulement appartiennent au lingala. Voici, pour preuve, des phrases qui ont pu être captées sur la place publique:

- Bapeuplé nde baza kosouffrir: c'est le peuple qui souffre
- Côte ya Mouvance, balobi que Premier Ministre oyo bazali koproposer bango balingi ye té. Sik'oyo bakosenga oyo babengi ye garant anommer Premier Ministre: Du côté de la Mouvance, ils disent que le Premier Ministre qu'on (=l'opposition) leur a proposé, ils n'en veulent pas. Maintenant ils vont demander à celui qu'ils appellent le garant (c'est-à-dire Mobutu) de nommer le Premier Ministre.
- Bafonctionnaires badémonétiser billet ya cinq millions. Bakokemba: les fonctionnaires ont démonétisé le billet de cinq millions. [Maintenant à cause de la réforme monétaire] ils vont souffrir.
- Les deux gouvernements (c'est-à-dire de Tshisekedi et de Birindwa) ekozala démissionnaires = les deux gouvernements seront démissionnaires.

Dans le deuxième énoncé apparaît même la conjonction française de subordination "que" qui est très fréquente dans le parler ordinaire et tend à remplacer le lingala "étè" ou "tè".

3. L'Expression de la Démocratie

Comment exprime-t-on le concept de démocratie dans les langues zaïroises?

3.1 En Français

Le concept de démocratie est principalement exprimé au moyen du mot "démocratie" qui peut désigner les pays régis par le système démocratique, comme on peut l'entendre dans la phrase suivante:

Tant de démocraties vivent et prospèrent à travers le monde avec des manifestations de rue (...).

ou quand Ellima (No. 4 de septembre 1991, p. 7, col. 6) et Mambenga (No. 241, p. 4, col. 5) parlent respectivement de "vieilles démocraties" et de "démocraties antiques".

Le mot peut être aussi entendu soit au sens de "système de

gouvernement, soit au sens de "régime politique", soit encore au sens de forme de société.

Dans les phrases suivantes la démocratie est définie comme un système de gouvernement, soit par substitution soit par identification:

L'Eglise apprécie le système démocratique, comme système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés de choisir et contrôler leurs gouvernants⁶;

En ce moment beaucoup de pays africains adoptent la démocratie comme système de gouvernement (...)⁷;

Il s'agit d'un dessein d'un cynisme abject qui consiste à démontrer que notre peuple ne serait pas encore mûr pour assumer les exigences d'un système démocratique⁸.

"Démocratie" peut avoir pour autre substitut "régime démocratique", comme dans la "déclaration des Professeurs de l'Université de Kinshasa sur le processus de démocratisation au Zaïre" du 24 avril 1991, ou dans celle des partis d'opposition, où "régime véritablement démocratique" est équivalent à "démocratie véritable" qu'on rencontre dans plusieurs textes sous des formulations analogues posées à "fausse démocratie", ou à "dictature":

Considérant la volonté unanime de notre peuple de restaurer rapidement en République du Zaïre un Etat de droit et un régime véritablement démocratique (...).¹⁰

Cette possibilité de substitution implique que la démocratie est conçue comme un régime et que dans ce sens elle peut être opposée aux termes "dictature" et "despotisme", etc:

En examinant le cas du Zaïre, force a été de constater que le Zaïre de Mobutu était loin d'être acquis aux vertus et aux valeurs de la démocratie.

(...) Mobutu est demeuré sourd, préférant une démocratie de mots à une démocratie de droit et de fait.

Ainsi donc, haïssant les droits de l'homme, préférant entretenir la dictature à la culture de la démocratie, Mobutu a tout compromis (...)¹¹.

La démocratie reste démocratie. Elle n'est pas despotisme, ni aristocratie, ni ploutocratie¹².

Une dictature ne peut se transformer en démocratie! (slogan du PALU = Parti Lumumbiste Unifié!).

Dans ce sens encore "démocratie" peut être antonyme des lexèmes "démocrature"¹³, "anti-démocratie"¹⁴, "aristocratie" et "ploutocratie". Un système de gouvernement ou un régime politique aboutissant à la création d'un pays et donc d'une société conforme à leur nature et à leurs objectifs. Les pays à régime démocratique (cfr. supra) sont désignés par le terme "démocratie" et les sociétés qu'ils façonnent deviennent des "sociétés démocratiques":

La Nation instaurée par la colonisation au coeur de l'Afrique se trouve être du fait même de la colonisation engagée dans la voie d'une société historique dont le devenir-être, l'aboutissement logique, pourrions-nous dire, se trouve être la société démocratique: autonome ou libre objectivement ou rationnellement organisée selon la vérité¹⁵.

C'est ainsi qu'on peut rencontrer comme substitut de "démocratie", le syntagme nominal "société pluraliste", faisant écho à "démocratie pluraliste":

En d'autres termes, nous devons encore apprendre à vivre dans une société pluraliste où le propre jugement critique et non pas le comportement des autres détermine l'attitude dans la vie. Le fait que beaucoup continuent à vivre dans une société pluraliste avec l'esprit partisan et d'intolérance risque de nous conduire à des catastrophes (...).¹⁶

Dans un autre article au caractère tout aussi polémique et didactique, le même journaliste qui l'intitule: "Acteurs de la démocratie pluraliste"¹⁷ fait des recommandations similaires:

Mais, il faudrait que de part et d'autre l'on apprenne, que l'on maîtrise et que l'on respecte les règles du jeu démocratique. La paix sociale, la paix de l'esprit et des coeurs est à ce prix. L'exercice de la liberté, donc la pratique de la démocratie est un acte difficile. Voilà pourquoi, l'on estime que la démocratie n'est pas une affaire des médiocres ni des minus habens.

Cette identité est encore plus manifeste dans ces phrases d'hommes politiques:

(. . .) [la démocratie] est plutôt un combat d'idées pour le développement du pays (. . .).¹⁸

La démocratie pluraliste est essentiellement un débat, une compétition entre idées (...)¹⁹.

3.2 "Démocratie" dans Les Langues Zairoises

Nous avons vu que "démocratie" est un de ces mots que les langues zairoises ont empruntés tels quels ou en les adaptant totalement ou partiellement à leur système phonologique et/ou à leur morphologie.

Par exemple en ciluba, il est traduit par "demokrasi"²⁰. Mais, pour parler des démocrates américains, on dira: "démocrate Carter", "ba-démocrates". En kikongo, "démocratie" est retranscrit tel quel ou entre guillemets²¹. En swahili, le terme peut être réécrit "demokrasia", ou "demokratia", ou même retranscrit simplement "démocratie"²².

Mais "démocratie" peut avoir aussi des équivalents en langues zairoises:

— En ciluba, "bukalenga bwa tshinsangansanga" est un substitut possible de "demokrasi"; il signifie: le règne de la réunion des gens, de la masse.

***- en kikongo, "luyalu lua (ou ya) nkangu" peut fonctionner en lieu et place de "démocratie" (voir ci-dessus), il signifie littéralement gouvernement ou règne du peuple, en opposition à "luyalu lua kingolo" (règne, régime de la force, dictature)²³.

— En swahili, les termes antonymes de "démocratie" ou associés idéologiquement à la démocratie peuvent être traduits, c'est-à-dire qu'ils sont des calques: "liberté d'expression et d'opinion" = uhuru wa kusema yale unayowaza (littéralement: liberté à caractère politique); "dictature" = utawala wa kikatili (littéralement: gouvernement, régime de bourreau, de torture), etc.²⁴.

Conclusion et Perspectives

Lors des deux études dont j'ai fait mention au début de mon exposé, il m'a été donné de constater que dans le domaine politique c'est le français qui constitue la base de la langue d'expression du citoyen. Ce constat se fonde sur le nombre d'écrits et discours en français, mais aussi sur les fréquences d'intrusions et la prédominance des mots du vocabulaire politique français dans les discours populaires en langues locales, qu'ils contribuent à appauvrir sur le plan lexical. Sans parler du risque d'être incompris des citoyens ignorant le français et de noyer les parlers indigènes sous les flots de la langue étrangère.

Quant aux langues zairoises, elles ne manifestent pas dans le domaine du discours politique, la vitalité et la créativité du français. Alors qu'elles possèdent

un fond lexical permettant aux gens d'exprimer leur idéologie; alors qu'elles peuvent créer de nouvelles unités lexicales, quitte à n'emprunter que par nécessité alors que la culture zaïroise comporte des spécificités expressives qui peuvent être "prêtées" à l'hôte français, nos langues empruntent beaucoup et prêtent très peu dans le domaine politique.

C'est pourquoi je veux ouvrir des perspectives en préconisant que des travaux interdisciplinaires fondés sur des enquêtes sociolinguistiques soient effectués. Ceux-ci aideront à constituer un vaste corpus qui permettrait de déboucher sur la constitution d'un répertoire de mots politiques nouveaux empruntés ou indigènes à intégrer au vocabulaire politique général existant dans nos langues, en vue de la rédaction d'un lexique du vocabulaire politique utilisable dans la presse zaïroise en langues nationales (qu'il faut recréer ou réactiver), en vue de la diffusion de textes d'éducation politique et enfin, en vue d'une communication plus facile entre les acteurs politiques que sont les citoyens.

Notes

* Enseignant en Science Politique à l'Université de Kinshasa, Kinshasa, Zaïre.

** Communication faite au Colloque de l'Association Zaïroise de Science Politique (ASPO) du 3 au 4 août à Kinshasa.

1. L'un des deux textes, intitulé "Le français, langue (de la) politique au Zaïre pendant la Transition (24 avril 1990-1993)?" , vient d'être publié dans A.M d'ANS, *Langage et politique: les mots de la démocratie dans les pays du Sud de l'espace francophone*, CIRELFA-ACCT/Didier Erudition, 1995, p.329 (Collection "Langues et Développement"). L'autre, consacré à "La Notion de démocratie pendant la Transition au Zaïre", est en cours de publication.
2. Il s'est trouvé deux ou trois "conférenciers" à parler en swahili et en lingala pendant les débats. Le Président de la CNS, Mgr L. Monsengwo, s'est occasionnellement adressé à la population en lingala, et en swahili pour lancer quelques boutades.
3. Voir TEKEMENAYI, No. 77 et 80, 1993, *passim*.
4. Voir NSIKUMUSU, No 12 juillet-septembre 1991, *passim*, et No. 3, juillet 1992, p. 22 et 23.
5. NYABIRUNGUMWENE SONGA, "Violences et démocratie", *Umoja*, No 473 du 19 Novembre 1991, p. 7.
6. Jean-Paul II, cité dans la Déclaration des Evêques du Zaïre, in *Zaïre-Afrique*, No. 262 de février 1992, p.81.
7. KALALA BWABO, "A l'heure de la Démocratie (...)", *Zaïre-Afrique*, No. 258, 1991, p. 413.
8. "UDI: l'opportunité d'un gouvernement de salut public", *Elima*, No. 11 du 17 Septembre 1991, p. 3, col. 3.
9. dans un des articles qui ont donné naissance à la présente synthèse et qui est

en voie de parution, je me suis étendu longuement sur le discours polémique autour du référent (démocratie). Je citerai en passant: "Le vrai sens de la démocratie", *Elima*, No. 353, p. 3, col. 2; Bolenge Malengela, "Crise de confiance entre les leaders politiques et le peuple?", *Salongo*, No. 33 du 18 au 24 Octobre 1990, p. 7; Président Mobutu dans le discours du 31 Décembre 1990, etc.

10. "Déclaration commune des partis politiques de l'opposition (. . .)", *L'Analyste*, No. 1869 du 19 au 21 Juillet 1991, p. 1.
11. Léon Moukanda Lunyama, dans *Umoja*, No. 473 du 19 Novembre 1991, p. 8.
12. PAY DEB'S, "CNS: consensus ou retour au monolithisme", *La Référence Plus*, No. 55 du jeudi 23 Avril 1992, p. 12, col. 3.
13. R.DIKU KAPOTHO, dans *Umoja*, de Kinshasa, No. 387 du 16 Juillet 1991, p. 4.
14. ELUNGUPENEELUNGU, Communication à la Table Ronde des Professeurs de l'Université de Kinshasa d'avril 1991.
15. *Ibid.*
16. BONDONSAMA, "La Tolérance ou l'école de la démocratie", *Salongo*, No. 32 du 4 au 10 Octobre 1990, p. 3.
17. Dans *Salongo*, No. 33 du 18 au 24 Octobre 1990, p. 3.
18. KISOMBE KIAKU MUISI, dans *L'Événement*, No. 4 du 22 Février 1991, p. 7.
19. KITHIMA BIN RAMAZANI, dans *Le Soft de Finance*, No. 19 du 5 Octobre 1991, p. 2.
20. Je me réfère aux deux numéros de *Tekemenayi* susmentionnés, *passim*.
21. Cfr. NSIKUMUSU, No 12 de Juillet-Septembre 1991, p. 9,10 et 11.
22. Cfr. les numéros de *Neno la Mungu* déjà cités.
23. Cfr NSIKUMUSU et KONGO DIA NGUNGA, *op.cit.*
24. Cfr. *Neno la Mungu, op.cit.*

Bibliographie

- ANS (André-Marcel, d'), *Langage et politique: les mots de la démocratie dans les pays du sud de l'espace francophone*, CIRELFA-ACCT/Didier Erudition, 1995, (Collection "Langues et Développement").
- DEROY (Louis), *L'emprunt linguistique*, Paris, Société d'Ed. "Les Belles Lettres", 1956.
- EUPHORION (P.H), "Du Langage animalier en politique", *Genève-Afrique*, Vol. 26, No 2, 1988.
- FAIK (Sully), *La Francophonie au Zaïre*, Lubumbashi, Ed. Impala, 1988.
- GARMADI (Juliette), *La sociolinguistique*, Paris, PUF, 1981.
- GUILBERT (Louis), *La Créativité lexicale*, Paris, Larousse, 1975.
- KASORO TUMBWE, *Vocabulaire politique et idéologie, Etude du discours politique de la rébellion de l'Est du Congo (Zaïre) de 1964 à 1965*. Thèse de Doctorat de III^e cycle, Université de Bordeaux III, 1983, p. 514 + annexes.
- ... "Néologie et néologismes: essai de typologie générale", *La Banque des mots*, 1, 1971.
- ... "Révolution et créativité lexicale" dans *Travaux et Documents*, Centre d'étude d'Afrique noire, 14, 1987.
- ... *La Rébellion congolaise (zaïroise) de 1964-1965. Etude des discours politiques*, 2 tomes, Thèse de Doctorat d'Etat ès Lettres, Université de Bordeaux III, 1988.
- RUBANGO (Nyumba ya), *Les Principales Tendances du discours politique zaïrois (1960-1965)*, Bruxelles, CEDAF, 1980.